RAPPORT D'ACTIVITE

2021

ASBL MEDIANTE

Service agréé
dans le cadre du décret partenariat du 13/10/2016
pour la mission « Aide à la communication »
et pour la mise en œuvre de la mission de médiation
telle que définie par les articles 553 à 555 du C.I.C.

Avenue Comte de Smet de Nayer, 1 bte 16
5000 NAMUR
☏ 081/22.66.60 🖷 081/22.77.66
info@mediante.be - www.mediante.be

Table des matières

PARTIE QUALITATIVE

I. Les collaborations avec les services partenaires du décret 6

II. Les activités complémentaires et les groupes de travail 7

III. Liste des annexes 13

PARTIE QUANTITATIVE

DONNÉES STATISTIQUES 15

I. Données statistiques par arrondissement 18

ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DU BRABANT WALLON 18
ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE BRUXELLES 21
ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DU HAINAUT 24
ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LIEGE 27
ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DU LUXEMBOURG 30
ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE NAMUR 33

II. Données statistiques globales du service 36

III. Données statistiques globales de la période 2018-2021 43

ANALYSES DES DONNÉES 45

I. Tendances générales 46

II. Les nouvelles demandes adressées au service en 2021 46

III. Les prestations clôturées en 2021 47

Introduction

L'année 2021 constitue la première année de la seconde période de subvention triennale définie dans le décret partenariat.

Dans les volets qualitatifs de nos trois rapports d'activité relatifs au précédent triennat, deux thématiques principales y étaient développées de manière récurrente :

- **une définition plus adéquate de notre mission et son corollaire sur le plan des unités de prises en charge et d'un encodage plus adapté à la spécificité de la mission ;**

- **les perspectives ouvertes par notre nouveau statut de service partenaire sur le plan des collaborations avec les missions des maisons de justice.**

La première thématique s'inscrit dans le cadre des objectifs adressés par l'AGMJ aux services partenaires, visant à bien définir leur champ d'intervention et leur type de réponse aux besoins des justiciables. Ces précisions relatives à l'objet de la mission devaient également contribuer à adapter qualitativement la base de données de l'Administration aux spécificités de chaque mission. Cette base de données avait été conçue initialement de manière transversale et généraliste.

La seconde thématique se réfère à un enjeu plus fondamental, celui de promouvoir une vision plus restauratrice au sein des missions des maisons de justice (MJ). L'amélioration de notre partenariat avec les missions des MJ devrait être de nature à consolider les objectifs de désistance au sein des missions de guidance pénale et à compléter les réponses aux besoins des victimes en termes de réparation et de reconstruction.

Dans le cadre de ce rapport d'activité 2021, et pour la première fois depuis que nous abordons ces questions, nous pouvons faire état du confort de ne plus devoir les développer.

En effet, **pour ce qui est de la première thématique,** en prenant connaissance du rapport au parlement qui nous a été communiqué lors de la CoCom du 03/12/2022, nous avons eu le plaisir d'apprendre que les grandes lignes de notre réflexion figurant dans notre rapport 2020, relatives à l'objet de notre mission avaient été retenues. Les limites de la dénomination abrégée 'Aide à la communication' et leurs conséquences sur le plan de la définition des prises en charge, ont bien été comprises.

Cette dénomination ne reflète pas clairement l'objet de la mission définie dans le décret à savoir, une aide à la communication **entre** justiciables dans une perspective de justice restauratrice. Il est vrai qu'il est peut-être difficile de trouver une formulation à la fois précise et succincte. Des propositions alternatives existent et une concertation circonscrite à cette question sera vraisemblablement utile.

Corollairement, au départ de cette définition plus adéquate de la mission, nous avons également apprécié que notre Administration perçoive la nécessité de reconsidérer ce que recouvre la prise en charge spécifique à la mission : une aide à un dialogue réparateur dont au moins deux justiciables en sont bénéficiaires et non seulement le demandeur.

Quant à la thématique relative à **l'amélioration des collaborations avec les missions** des MJ, sur ce plan aussi tout semble avoir été dit et pris en considération. Même si du chemin reste à parcourir sur la qualité de la collaboration concrète sur le terrain, les espaces de concertation qui nous sont ouverts au sein de l'AGMJ nous confirment la volonté de s'inscrire de manière plus affirmée dans une philosophie de justice restauratrice. Nous pensons plus particulièrement aux recommandations issues des différents groupes de travail et à la nouvelle vision de l'AGMJ présentée lors de conférence virtuelle

'provisoire' des 20 ans des maisons de justice le 8 décembre 2020. On peut imaginer que cette position sera confirmée en mai 2022 lors des journées d'études maintes fois reportées pour célébrer cet anniversaire.

Le rapport d'activité se présente, de nouveau, en deux partie (qualitative et quantitative) bien que la première soit plus succincte puisqu'elle n'abordera que les collaborations avec certains partenaires, les activités complémentaires aux interventions de terrain (formations, séminaires, conférences…) et les investissements dans des chantiers de réflexion.

La seconde partie du rapport porte sur la présentation quantitative et statistique de l'activité. Elle est développée en deux volets : les données chiffrées déclinées par arrondissement, auxquelles s'ajoute un aperçu statistique des 4 dernières années ; une brève analyse de ces données statistiques.

*

1ère partie

Analyse qualitative

Préambule

L'année 2021 se caractérise par un mouvement inhabituel au niveau de la direction : le départ de l'adjointe à la direction en février et l'arrivée d'une nouvelle directrice principale en septembre. Le directeur fondateur reste actif et devient le conseiller à la direction à partir du 1er octobre. Ce changement crée une nouvelle dynamique qui se combine avec la dernière phase de la crise sanitaire durant l'hiver 2021 et une nouvelle approche introduite par la nouvelle direction.

Concernant les modalités de fonctionnement, le télétravail est restée une option en fonction du type de tâches à réaliser. Tous les travailleurs ont été invités à maintenir les règles afin de réduire le risque sanitaire, sans priver les bénéficiaires de la possibilité d'une rencontre dans les lieux appropriés. Les entretiens en présentiel, dans les antennes ou en prison, ainsi que les visites à domicile ont pu être de nouveau envisagé(e)s, avec le maximum de sécurité. Le numéro vert, mis en place lors du confinement, a été maintenu en raison de son utilité au sein de chaque prison. Les réunions, par contre, ont été quasi exclusivement organisées en visioconférence.

Quant aux démarches de collaboration avec les partenaires institutionnels (services de police, parquets, tribunaux, maisons de justice, services d'aide aux justiciables, services pénitentiaires…), bien que nous portions une attention particulière aux opportunités qui se présentent en fonction des enjeux locaux et de la dynamique de certains partenaires, le terrain n'a pas encore été exploré par la nouvelle direction lors des 3 premiers mois de sa prise de fonction, correspondant aux 3 derniers mois de l'année 2021.

Ce choix ne réduit pas l'importance de relancer les démarches qui avaient été initiées en 2020, notamment dans le cadre de la collaboration avec les parquets, plus particulièrement dans leur rôle de garant de l'information sur l'offre restauratrice avant jugement, mais aussi avec les chambres de protection sociale auprès des tribunaux d'application des peines. Ces démarches reprendront forme en 2022.

I. Les collaborations avec les services partenaires du décret

Concernant spécifiquement la collaboration avec les services partenaires du décret, nous avons été informés de la création du RSPMJ (Réseau des Services Partenaires des Maisons de Justice). Ce Réseau rassemble les partenaires subsidiés et a pour ambition de devenir : un lieu de concertation, d'échanges et d'expertise de l'aide aux justiciables ; un lieu de représentation des associations du secteur de l'aide aux justiciables ; un vecteur d'information et de sensibilisation sur les enjeux liés au décret de 2016. Il est surtout question de « professionnalisation du secteur » et de « solidarité entre les services partenaires ». Mediante, en tant que seul représentant de la mission « aide à la communication », est invité à rejoindre le Réseau ; sa participation sera actée en 2022.

Dans cette attente et depuis la mise en place des organes de concertation, une part importante de nos échanges avec les services partenaires du décret continuent à se situer au niveau des commissions thématiques et d'arrondissement. Le contenu de cette activité est porté à la connaissance de la direction partenariat par les canaux d'information formellement prévus par les règles de fonctionnement de ces commissions et par le rôle du délégué d'arrondissement. Dans la mesure où notre service opère dans tous les arrondissements judiciaires, nous participons à toutes les commissions mises en place.

II. Les activités complémentaires et les groupes de travail

Nous regroupons ici les **formations, séminaires et conférences délivrées** en Belgique et à l'étranger ainsi que celles **suivies** par des membres de l'équipe. Comme en 2020, l'année 2021 a été marquée par une diminution de ce type d'activité ou limitée à un format visioconférence.

A. Formations – Interventions – Sensibilisations délivrées en Belgique

- ***21/01 au 02/03/2021***

  Plusieurs rencontres avec l'équipe du projet 'Retissons du lien' dans le cadre de l'offre restauratrice dans des faits de radicalisation ; projection zoom *« Je ne te voyais pas »* (02/03) ; projection zoom *« Les Cornes de la Vache »* (25/02).

- ***04/03/2021***

  Interview pour la Chronique de la Ligue des Droits humains.

- ***23/03/2021***

  Interview avec trois étudiantes du cours ***« Approche interdisciplinaire des pratiques criminologiques*** » dispensé par Isabelle Ravier et Dan Kaminski, sur la médiation dans le champ pénal.

- ***14/04/2021***

  Accueil d'une étudiante en droit de la Haute Ecole provinciale de Hainaut Condorcet, envoyée par le substitut du parquet de roulage de l'arrondissement judiciaire du Brabant wallon.

- ***08/06/2021***

  Intervention dans le cadre de la session de formation ***« La place de la victime dans le système pénal »*** organisé par **l'Institut de Formation Judiciaire ;** contribution annuelle sur le thème de **« *La place de la médiation organisée par la loi du 22 juin 2005 dans une politique en faveur des victimes » ;*** formation résidentielle, Pont-à-Lesse[1].

  La formation initialement prévue en janvier 2021 a été reportée en juin pour pouvoir être délivrée en présentiel.

- ***11/06/2021***

  Intervention au colloque *'Les alternatives au(x) procès classique(s)',* organisé par la Conférence du Jeune Barreau de Namur[2] sous le titre *'L'option maximaliste de la médiation dans le champ pénal'*[3].

[1] Annexe 1: programme de la formation.
[2] Annexe 2: programme du colloque.
[3] Article de l'intervention publié dans la 'Collection du Jeune Barreau de Namur' , sous la coordination scientifique de Charles Devillers et Martin Marinx ; *'Les alternatives au(x) procès classique(s)' Ed. Anthémis,* pp.173-185.

- ***18/06/2021***

  Intervention au colloque organisé par l'ASBL Amazone (Bruxelles) sur la place de la Justice restauratrice dans le cadre de violences familiales.

- ***22/10/2021***

  Intervention dans le cadre du certificat interuniversitaire en médiation locale, scolaire, pénale et en soins de santé organisé par les **Facultés Saint-Louis ;** notre intervention est sollicitée pour présenter ***les enjeux de la médiation dans le champ pénal*** par rapport à d'autres champs d'application.

- ***29/10/2021***

  Séance d'information et sensibilisation à des policiers de la WPR (Police fédérale de la route) de la Province de Liège (francophone et germanophone) et à des intervenant SAPV de la Police fédérale (Liège et Eupen).

B. Formations – Interventions délivrées au niveau international

- ***De janvier 2021 à mars 2023***

  Participation de Mediante dans **un nouveau projet européen Erasmus +** qui s'inscrit dans le sillage du projet Kintsugi clôturé en octobre 2020 (*cf.* rapport d'activité 2020).

  Ce nouveau projet se nomme **'Protect',** il s'inscrit dans le cadre de l'application de la Directive européenne de 2012 en matière de droit des victimes de criminalité[4]. Il vise à renforcer la dimension réparatrice dans une politique en faveur des victimes. Il rassemble des partenaires impliqués dans des missions d'aide aux victimes et de justice réparatrice. Il prévoit trois modules d'échange d'expériences entre partenaires impliqués respectivement dans ces deux projets[5].

  - 1er module : APAV (Portugal) / Victim Support Europe – European For RJ
  - 2ème module : SPONDE (Italie) – MEDIANTE (Belgique)
  - 3ème module : Université Barcelone – Die WAAGE (Allemagne)

  Initialement, les trois modules auraient dû être organisés entre octobre 2021 et octobre 2022. La crise sanitaire et la nécessité que la formation se tienne en présentiel ont entrainé un décalage dans la séquence des dates. Elle a été reprogrammée de la manière suivante :

  - 1er module à Lisbonne en mars 2022
  - 2ème module à Viterbo en septembre 2022 (avec la participation active de MEDIANTE)
  - 3ème module à Barcelone en mars 2023

[4] Directive 2012/29/UE du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.
[5] Annexe 3: Projet Protect Erasmus+.

- ***02/02 et 11/03/2021***

  Deux séances de formation en visioconférence auprès d'un **groupe d'auditeurs de IHEMI** (Institut des Hautes Etudes et du Ministère de l'Intérieur) effectuant une étude sur la **Justice restaurative en France**[6].

- ***28/03/2021***

  Participation de l' équipe à **une recherche internationale** sur le vécu des victimes impliquées dans un processus de médiation restauratrice **:** ***'Research on RJ and forgiveness'*[7]*.***

- ***24/04/2021***

  Interview dans le cadre d'une recherche internationale sur ***l'effectivité de la médiation dans le champ pénal*** menée au niveau belge par Dan Kaminski et Anne Lemonne.

- ***20/05/2021***

  Poursuite de la participation au sein du Comité belge du réseau européen *'Restorative Justice Strategy for Change'* avec l'adhésion formelle de la direction expertise ; contribution au rapport 2020 en vue de la conférence internationale du réseau qui devait se tenir à Tallinn (Estonie) et mutée en visioconférence le 20/05/2021[8].

- ***28/05/2021***

  Intervention et participation du service au '***Congrès annuel de Justice restauratrice et de Médiation citoyenne'*** organisé en visioconférence **par Equijustice (Québec)[9].**

- ***13/10/2021***

  Intervention à **l'Ecole Nationale de la Magistrature** (Roubaix) dans le cadre d'une session de **formation de magistrat consacrée à la Justice Restaurative**. Formation organisée par le *Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes, Ministère de la Justice français (Claire Strugala)* dans le but d'ouvrir un débat sur les perspectives en France au regard du système belge.

- ***21/10/2021***

  Participation à une étude évaluative menée par le EFRJ sur **la place de la JR dans la directive européenne de 2012 sur le droit des victimes d'actes criminels[10].**

[6] Annexe 4 : Rapport de l'étude.
[7] Annexe 5: Tim Chapman, Magali Lapouge invitation à la recherche et objectif.
[8] Annexe 6 : RJS4C report Belgium May 2021.
[9] Annexe 7 : Programme de la conférence.
[10] Annexe 8: Position du Forum Européen à l'issue de cette étude.

- ***03/12/2021***

  Intervention au **Colloque du Barreau de Paris *'L'inceste et après ?' :*** présentation de cas pratiques de médiation dans des dossiers d'inceste, de leur méthodologie et de leurs enseignements[11].

- ***01/01 - 31/12/2021***

  Participation aux réunions du **'Values & Standards Committee'** mis en place au sein du EFRJ pour produire un manuel de référence en matière de valeurs et de principes de la JR à l'attention des professionnels concernés[12].

C. Séminaires – Colloques – Conférences – Formations suivies

- Espaces de concertation plus spécifiques **à l'antenne de Bruxelles :**
  - Participation à quatre réunions **'Midi de la Fidex'** sur les thématiques suivantes : le conseil central de surveillance pénitentiaire, la maison de transition d'Enghien, le droit de la plainte et la Chambre de Protection sociale du TAP.
  - Comité de concertation pour les prisons bruxelloises.

- ***09/02/2021***

  Participation à un atelier dans le cadre du projet **« LetsGoByTalking (LGBT) » :** « *Protecting and defending the rights of victims of anti-LGBT hate crimes: Innovative paths through restorative justice* » [13].

- ***18/03 et 03/06/2021***

  Participation à la **Plateforme Violences Intra-familiales** de la division de Huy.

- ***21/04/2021***

  Participation au webinaire de Save4Belgium « Consolider la résilience face à l'extrémisme politico-religieux ».

- ***11/5/2021***

  Participation au webinaire **« Train the Trainers »** dans le cadre du projet **« LetsGoByTalking (LGBT) ».**

- ***22/09/2021***

  Réunion à l'association CAVARIA sur le projet **« LetsGoByTalking (LGBT) ».**

[11] Annexe 9 : programme du colloque.
[12] Annexe 10 : Document produit et édité en décembre *'Manual on Restorative Justice : Values and Standards for practice'* (*cf.* site du EFRJ).
[13] Annexes 11 et 12 : invitation et programme de l'atelier.

- ***26/11/2021***

  Participation à la journée d'étude sur les enjeux juridiques et sociologiques de l'après peine privative de liberté : « La peine ne s'arrête pas à la sortie de prison », organisée par le Centre de Recherches en Droit Pénal et le Groupe de Recherche en matière Pénale et Criminelle[14].

D) Groupes de travail

Dans le précédent rapport, nous avions informé de la mise en place de certains groupes de travail comme opportunités offertes par le confinement de 2020 et avions fait part des premiers développements réalisés en matière de :

- Outils de communication (incluant la refonte du site internet)
- Méthodologie en matière de violences conjugales
- Politique en matière de protection de données à caractère personnel (RGPD)
- Rencontres entre auteurs et victimes de substitution
- Démarche restauratrice dans des faits de terrorisme et de radicalisation

La reprise de l'activité en 2021 n'a pas permis de maintenir le même investissement que lors de l'année précédente et a même produit la suspension de certains de ces travaux.

- Malgré le travail bien avancé en matière de refonte du site de Mediante, le projet n'est pas encore abouti. La nouvelle direction en a pris connaissance en octobre 2021 et prévoit de le mener à terme en 2022.

- La manière de concevoir une médiation dans le domaine sensible des violences conjugales a été définie dans une note méthodologique qui doit encore faire l'objet d'un affinement.

- En matière de RGPD, un travail de synthèse avait été réalisé sur les paramètres à prendre en compte pour définir les dispositions spécifiques à notre mission. Nous restons dans l'attente de dispositions transversales que la Direction « Expertise » a projeté d'élaborer à l'attention des services partenaires.

- En terme de substitution, la question continue à faire débat et Mediante se soucie d'en évaluer la pertinence dans des situations où le dialogue direct s'avère impossible ou non souhaité. A ce stade, nous continuons à ne pas nous investir dans la gestion de rencontres si elles sont conçues sous la forme de groupes de paroles. Par contre, nous en relevons la pertinence dans d'autres formes de dialogues réparateurs qui répondent à des attentes spécifiques et bien identifiées auprès de chacune des parties, comme c'est le cas dans certains faits de terrorisme et de radicalisation.

- Enfin, le groupe de travail portant sur la radicalisation continue ses activités ; sa réflexion s'inscrit pleinement dans le principe d'inclusivité de la Justice restauratrice et l'objectif de maximalisation de l'offre restauratrice poursuivi par le service depuis ses débuts. Les témoignages et récits entendus depuis les attentats, ravivés par le procès en cours en France et qui va bientôt débuter en Belgique, confirment la nécessité d'offrir des espaces de dialogue, vecteurs de reconstruction, selon des configurations innovantes. Le groupe de

[14] Annexe 13 : programme de la journée d'étude.

travail a établi une excellente collaboration avec le CAPREV et échange régulièrement sur les pratiques ainsi que dans le cadre précis de certains dossiers.

*

III. Liste des annexes

ANNEXE 1 IFJ Formation magistrats – Programme

ANNEXE 2 Colloque de la CJB de Namur

ANNEXE 3 Projet Protect Erasmus +

ANNEXE 4 Rapport d'étude GDS France IHEMI

ANNEXE 5 Tim Chapman, Magali Lapouge – Research on RJ and forgiveness

ANNEXE 6 RJS4C – Report Belgium May 2021

ANNEXE 7 Congrès Equijustice – Programme

ANNEXE 8 EFRJ – Evaluation of RJ in the VRD

ANNEXE 9 Colloque sur l'inceste – Programme

ANNEXE 10 EFRJ Manual on Restorative Justice Values and Standards for Practice

ANNEXE 11 LetsGoByTalking National Workshop – Invitation

ANNEXE 12 LetsGoByTalking Workshop – Agenda

ANNEXE 13 La peine ne s'arrête pas à la sortie de prison – Programme

2ème partie

Analyse quantitative

Données statistiques

Introduction

Depuis le triennat précédent, nous présentons nos données statistiques de manière à mettre en évidence les indicateurs les plus représentatifs de la mission.

D'une manière générale, ces données sont d'abord présentées **par arrondissement**. En fin de rapport, elles sont ensuite **globalisées dans des tableaux transversaux** portant sur l'ensemble des 6 arrondissements couverts. Cependant, afin de ne pas alourdir les présentations par arrondissement, certaines données ne figurent que dans les statistiques globales (types de faits, issues de l'intervention…).

Statistiques par arrondissement

Au sein de chaque arrondissement, les données sont présentées en deux volets : les données relatives aux « **demandes initiales » reçues** dans le courant de l'année 2020 et les données relatives aux « **prestations clôturées »** indépendamment de l'année où la prestation a été initiée.

↳ Les demandes

Comme nous venons de l'argumenter, une **« demande initiale » de médiation** ne doit pas constituer en tant que telle l'indicateur de la charge de travail de la mission. Elle peut générer un quantité d'interventions trop variable en fonction du nombre de faits et de justiciables impliqués. Nous confirmons néanmoins l'intérêt de traiter cette donnée car elle donne des informations intéressantes sur le **type et la variabilité des justiciables initiateurs** d'une demande : auteur, victime, proche…. (*cf.* tableaux « Justiciables initiateurs »).

Corollairement, le traitement de cette donnée offre également des informations utiles sur les services ou personnes qui ont relayé les demandes (*cf.* tableaux « Relais des demandes initiales »). Cela permet d'avoir une vue sur l'état et l'évolution **du partenariat,** la manière dont il s'inscrit dans une perspective restauratrice et de mieux définir des **stratégies de concertation et de sensibilisation.**

↳ Les prestations clôturées

Il a été convenu que l'évaluation des prises en charge pour le calcul de la subvention soit effectuée au départ de prestations clôturées.

La prestation clôturée s'entend ici telle que nous l'avons définie dans la partie qualitative, à savoir la *« Mise en communication entre justiciables (dyades) clôturée au cours de l'année civile ».*

C'est donc au niveau de cette rubrique que l'on retrouve les éléments les plus significatifs pour déterminer, de manière plus adéquate, le volume des prises en charge. En corollaire des éléments développés dans la partie qualitative, nous n'avons **plus repris la variable 'demande clôturée'**. Outre les raisons déjà développées sur sa pertinence en tant qu'indicateur de prise en charge, cette variable est techniquement difficile à définir clairement. Si un auteur initiateur d'une demande de médiation est impliqué dans plusieurs faits, la variabilité de ces faits va générer des interventions relativement autonomes avec des victimes différentes et surtout une temporalité différente. **On ne traite pas de la même manière un vol et un abus sexuel, tant du point de vue de la méthode que de la durée de l'intervention**. On imagine donc le casse-tête administratif de devoir attendre la fin de chacune de ces interventions (avec des écarts de temps parfois très importants) avant de pouvoir clôturer 'une demande'.

C'est la raison pour laquelle, les tableaux relatifs aux prestations clôturées contiennent des informations sur les **dyades** clôturées dans l'année (quelle que soit l'année de la demande initiale) et sur les **bénéficiaires impliqués** dans ces dyades, tels que définis dans la partie qualitative. Et comme nous l'avons déjà argumenté, au regard de l'esprit du décret, ces bénéficiaires devraient constituer la référence la plus significative en termes d'unités de prises en charge.

Statistiques globales du service

On y retrouve une **présentation transversale des données précédemment ventilées par arrondissement** mais aussi **d'autres données présentées uniquement de manière globalisée**. Il s'agit d'informations intéressantes sur les interventions menées mais qu'il serait trop fastidieux et peu éclairant de les présenter de manière spécifique par arrondissement :

- *les types d'infraction*
- *les issues des interventions* (échanges interpersonnels, accords écrits formalisés, refus…)
- *le mode de communication adopté* (rencontre face-à-face ou médiation navette)
- *la localisation géographique et les co-médiations*
- *le relevé des dyades non encodables dans la base de données de l'Administration*

Données statistiques globales de la période 2018-2021

Les **données globales du service** sont ici présentées dans des tableaux qui illustrent leur **évolution au cours des 4 dernières années.** Nous nous sommes limités à présenter les chiffres relatifs aux demandes initiales reçues, aux dyades clôturées et aux bénéficiaires pris en charge.

I. Données statistiques par arrondissement

Arrondissement judiciaire du Brabant wallon

A. « Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

71 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

Justiciables initiateurs	
Auteurs	**51**
Auteur détenu	46
Auteur non-détenu	5
Victimes	**14**
Victime directe	14
Justiciables Accident	**6**
Justiciable Accident (directement impliqué)	5
Proche Justiciable Accident	1
Total général	**71**

2. Relais des demandes initiales

Relais des demandes	
Demande spontanée	**32**
Demande spontanée	28
Demande "Rebond"	4
Partenaire AUTEUR	**16**
Service psychosocial (Prison)	14
SAD (Prison)	2
Partenaire VICTIME	**5**
Assistance policière aux Victimes (SAPV)	4
Accueil aux victimes Maison de Justice	1
Partenaire NEUTRE	**5**
Avocat	3
Relais non-judiciaires	1
Policier	1
Offre générale	**13**
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	9
Offre automatique roulage	3
Information Classement sans suite	1
Total général	**71**

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

115 dyades ont été clôturées en 2021**,** dont **51 effectives** et **64 non-effectives**.

1.1. Dyades effectives

51 communications ont pu être établies entre des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**48**
Auteur détenu - Victime directe	**31**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**7**
Auteur non-détenu - Victime directe	**7**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**3**
Roulage	**3**
Justiciable Accident – Justiciable Accident	**2**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**1**
Total général	**51**

1.2. Dyades non-effectives

64 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**37**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**22**
Pas de coordonnées de l'autre partie	**3**
Autre partie inapte à la médiation/Inaccessible	**2**
Total général	**64**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

127 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **91** dans des **dyades effectives** (41 initiateurs et 50 receveurs)
- **36** dans des **dyades non-effectives** (36 initiateurs)

2.1. Répartition des bénéficiaires selon le « Type de justiciable »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteurs	**58**	**8**	**66**
Auteur détenu	53	3	56
Auteur non-détenu	5	5	10
Proche d'auteur	0	0	0
Victimes	**14**	**39**	**53**
Victime directe	13	32	45
Proche de victime directe	1	7	8
Justiciables Accident (Roulage)	**5**	**3**	**8**
Justiciable Accident (directement impliqué)	4	3	7
Proche Justiciable Accident	1	0	1
Témoin	0	0	0
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**0**	**0**	**0**
Justiciable Conflits /Faits réciproques	0	0	0
Total général	**77**	**50**	**127**

2.2. Répartition des bénéficiaires selon leur arrondissement de résidence

Arrondissement de résidence		
Brabant wallon	**77**	
Hainaut	18	
Bruxelles	11	
Namur	3	
Liège	2	
Luxembourg	1	
Arrondissements néerlandophones	3	**Autres Ar.**
Autres pays	2	**40**
Indéterminé	*10*	
Total général	**127**	

A. Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

143 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

Justiciables initiateurs	
Auteurs	**72**
Auteur non-détenu	54
Auteur détenu	18
Victimes	**43**
Victime directe	41
Proche de Victime directe	2
Justiciables Accident	**16**
Justiciable Accident (directement impliqué)	15
Proche Justiciable Accident	1
Témoins	**5**
Demande conjointe de deux justiciables	**4**
Justiciables Conflits /Faits réciproques	**3**
Total général	**143**

2. Relais des demandes initiales

Relais des demandes	
Offre générale	**89**
Offre automatique ciblée	57
Offre automatique roulage	20
Information Classement Sans Suite	5
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	4
Attestation Dépôt de Plainte	2
Citation / Invitation TAP	1
Partenaire AUTEUR	**18**
Assistant de Justice (Missions pénales)	8
Service Psychosocial (Prison)	3
SAD (Prison)	3
SASJ Auteur	2
Equipe de soins (Défense sociale)	1
Autres intervenants Prison	1
Demande spontanée	**17**
Demande spontanée	15
Demande "Rebond"	2
Partenaire NEUTRE	**9**
Avocat	8
Relais non-judiciaires	1
Partenaire VICTIME	**7**
Accueil aux victimes Maison de Justice	5
Service d'aide aux victimes	2
Assistance policière aux victimes (SAPV)	1
Offre proactive d'une autorité	**2**
Procureur du Roi	1
Tribunal de la jeunesse	1
Total général	**143**

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

204 dyades ont été clôturées en 2021**,** dont **65 effectives** et **139 non-effectives**.

1.1. Dyades effectives

65 communications ont pu être **établies** entre des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**52**
Auteur non-détenu - Victime directe	**28**
Auteur détenu - Victime directe	**9**
Victime directe - Proche de la victime directe	**4**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**4**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**2**
Justiciable Conflits/Faits Récip. - Justiciable Conflits/Faits Récip.	**2**
Auteur non-détenu - Auteur non-détenu	**1**
Proche d'auteur - Proche de la victime directe	**1**
Victime directe - Victime directe	**1**
Roulage	**13**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**5**
Justiciable Accident - Justiciable Accident	**4**
Justiciable Accident - Témoin	**3**
Proche Justiciable Accident - Témoin	**1**
Total général	**65**

1.2. Dyades non-effectives

139 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**80**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**55**
Pas de coordonnées de l'autre partie	**2**
Autre partie inapte à la médiation/Inaccessible	**1**
Mise en attente par le JI / Parquet	**1**
Total général	**139**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

219 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **120** dans des **dyades effectives** (63 initiateurs et 57 receveurs)
- **99** dans des **dyades non-effectives** (99 initiateurs)

2.1. Répartition des bénéficiaires selon le « Type de justiciable »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteurs	**81**	**16**	**97**
Auteur détenu	25	3	28
Auteur non-détenu	56	12	68
Proche d'auteur	0	1	1
Victimes	**51**	**30**	**80**
Victime directe	48	20	67
Proche de victime directe	3	10	13
Justiciables Accident (Roulage)	**27**	**9**	**36**
Justiciable Accident (directement impliqué)	17	8	25
Proche Justiciable Accident	4	1	5
Témoin	6	0	6
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**3**	**2**	**5**
Justiciable Conflits / Faits réciproques	3	2	5
Total général	**162**	**57**	**219**

2.2. Répartition des bénéficiaires selon leur arrondissement de résidence

Arrondissement de résidence		
Bruxelles	**172**	
Brabant wallon	9	
Hainaut	5	
Namur	3	
Luxembourg	2	
Liège	1	
Arrondissements néerlandophones	15	**Autres Ar.**
Autres pays	3	**38**
Indéterminé	*9*	
Total général	**219**	

A. Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

166 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

Justiciables Initiateurs	
Auteurs	**108**
Auteur non-détenu	60
Auteur détenu	48
Victimes	**46**
Victime directe	42
Proche de Victime directe	4
Justiciables Accident	**10**
Justiciable Accident (directement impliqué)	10
Justiciables Conflits/Faits réciproques	**1**
Initiée par le relais, en contact avec les deux parties	**1**
Total	**166**

2. Relais des demandes initiales

Relais des demandes	
Partenaire AUTEUR	**59**
Assistant de Justice (Missions pénales)	31
SAD (Prison)	12
Service Psychosocial (Prison)	8
Equipe de soins (Défense sociale)	5
Directeur (Prison)	1
SARE	1
SASJ Auteur	1
Demande spontanée	**42**
Demande spontanée	27
Demande "Rebond"	15
Offre générale	**30**
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	24
Offre automatique roulage	2
Information Classement Sans Suite	2
Information Modalités d'exécution de la peine	1
Offre automatique ciblée	1
Partenaire VICTIME	**21**
Service d'Aide aux Victimes	11
Assistance Policière aux Victimes (SAPV)	6
Accueil aux victimes Maison de Justice	4
Partenaire NEUTRE	**8**
Avocat	4
Relais non-judiciaires	2
Policier	2
Offre proactive d'une autorité	**6**
Juge Tribunal correctionnel	3
Procureur du Roi	1
Juge d'instruction	1
Juge TAP	1
Total général	**166**

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

260 dyades ont été clôturées en 2021, dont **155 effectives** et **105 non-effectives.**

1.1. Dyades effectives

155 communications ont pu être **établies** en des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**147**
Auteur non-détenu - Victime directe	**63**
Auteur détenu - Victime directe	**54**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**18**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**11**
Justiciable Conflits / Faits Récip. - Justiciable Conflits / Faits Récip.	**1**
Roulage	**8**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**6**
Justiciable Accident - Justiciable Accident	**2**
Total général	**155**

1.2. Dyades non-effectives

105 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**72**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**31**
Autre partie inapte à la médiation/Inaccessible	**2**
Total général	**105**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

317 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **264** dans des **dyades effectives** (120 initiateurs et 144 receveurs)
- **53** dans des **dyades non-effectives** (53 initiateurs)

2.1. Répartition des bénéficiaires selon le « Type de justiciable »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteur	**110**	**31**	**141**
Auteur détenu	56	10	66
Auteur non-détenu	54	21	75
Proche d'auteur	0	0	0
Victime	**51**	**104**	**155**
Victime directe	46	80	126
Proche de victime directe	5	24	29
Justiciable Accident (Roulage)	**11**	**7**	**18**
Justiciable Accident (directement impliqué)	11	2	13
Proche Justiciable Accident	0	5	5
Témoin	0	0	0
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**1**	**2**	**3**
Justiciable Conflits / Faits réciproques	1	2	3
Total général	**173**	**144**	**317**

2.2. Répartition des bénéficiaires selon leur arrondissement de résidence

Arrondissement de résidence	
Hainaut	**264**
Namur	16
Brabant wallon	7
Liège	6
Bruxelles	4
Luxembourg	1
Arrondissements néerlandophones	8
Autres pays	1
Indéterminé	*10*
Total général	**317**

Autres Ar.
43

A. Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

117 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

Justiciables Initiateurs	
Auteurs	**67**
Auteur détenu	53
Auteur non-détenu	13
Proche d'auteur	1
Victimes	**38**
Victime directe	33
Proche de Victime directe	5
Justiciables Conflits/Faits réciproques	**5**
Justiciables Accident	**4**
Justiciable Accident (directement impliqué)	2
Proche Justiciable Accident	2
Demande conjointe de deux justiciables	**1**
Initiée par le relais, en contact avec les deux parties	**2**
Total	**117**

2. Relais des demandes initiales

Relais des demandes	
Demande spontanée	**39**
Demande spontanée	32
Demande "Rebond"	7
Partenaire AUTEUR	**31**
SAD (Prison)	16
Assistant de Justice (Missions pénales)	7
Service Psychosocial (Prison)	4
SASJ Auteur	2
Autres intervenants Prison	1
Directeur (Prison)	1
Partenaire NEUTRE	**20**
Avocat	7
Policier	7
Relais non-judiciaires	6
Offre générale	**19**
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	15
Attestation Dépôt de Plainte	3
Citation / Invitation TAP	1
Partenaire VICTIME	**8**
Assistance policière aux victimes (SAPV)	4
Accueil aux victimes Maison de Justice	2
Service d'aide aux victimes	2
Total général	**117**

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

161 dyades ont été clôturées en 2021, dont **95 effectives** et **66 non-effectives.**

1.1. Dyades effectives

95 communications ont pu être **établies** entre des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**90**
Auteur détenu - Victime directe	**36**
Auteur non-détenu - Victime directe	**35**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**9**
Justiciable Conflits / Faits Récip. - Justiciable Conflits / Faits Récip.	**7**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**3**
Roulage	**5**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**3**
Proche Justiciable Accident – Témoin	**1**
Justiciable Accident - Justiciable Accident	**1**
Total général	**95**

1.2. Dyades non-effectives

66 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**43**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**21**
Autre partie décédée	**1**
Pas de coordonnées de l'autre partie	**1**
Total général	**66**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

210 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **168** dans des **dyades effectives** (77 initiateurs et 91 receveurs)
- **42** dans des **dyades non-effectives** (42 initiateurs)

2.1. Répartition des bénéficiaires selon le « Type de justiciable »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteurs	**74**	**20**	**94**
Auteur détenu	55	2	57
Auteur non-détenu	19	18	37
Proche d'auteur	0	0	0
Victimes	**32**	**59**	**91**
Victime directe	30	49	79
Proche de victime directe	2	10	12
Justiciables Accident (Roulage)	**5**	**5**	**10**
Justiciable Accident (directement impliqué)	1	4	5
Proche Justiciable Accident	4	0	4
Témoin	0	1	1
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**8**	**7**	**15**
Justiciable Conflits /Faits réciproques	8	7	15
Témoin	**0**	**0**	**0**
Total général	**119**	**91**	**210**

2.2. Répartition des bénéficiaires selon leur arrondissement de résidence

Arrondissement de résidence		
Liège	**176**	
Bruxelles	5	
Hainaut	3	
Namur	3	
Brabant wallon	2	
Luxembourg	2	
Arrondissements néerlandophones	6	**Autres Ar.**
Autres pays	1	**22**
Indéterminé	*12*	
Total général	**210**	

A. Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

62 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

Justiciables Initiateurs	
Auteurs	**37**
Auteur détenu	34
Auteur non-détenu	3
Victimes	**22**
Victime directe	20
Proche de Victime directe	2
Justiciables Accident	**3**
Justiciable Accident (directement impliqué)	3
Total	**62**

2. Relais des demandes initiales

Relais des demandes	
Demande spontanée	**31**
Demande spontanée	24
Demande "Rebond"	7
Partenaire AUTEUR	**15**
SAD (Prison)	9
SASJ Auteur	2
Service Psychosocial (Prison)	2
Assistant de Justice (Missions pénales)	1
Personnel Centre Mineur Dessaisi	1
Offre générale	**8**
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	4
Attestation Dépôt de Plainte	2
Convocation / Invitation Chambre du Conseil	2
Partenaire NEUTRE	**5**
Relais non-judiciaires	4
Policier	1
Offre proactive d'une autorité	**2**
Juge TAP	1
Juge Tribunal correctionnel	1
Partenaire VICTIME	**1**
Assistance policière aux victimes (SAPV)	1
Total général	**62**

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

121 dyades ont été clôturées en 2021, dont **58 effectives** et **63 non-effectives.**

1.1. Dyades effectives

58 communications ont pu être **établies** entre des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**53**
Auteur détenu - Victime directe	**23**
Auteur non-détenu - Victime directe	**17**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**11**
Justiciable Conflits / Faits Récip. - Justiciable Conflits / Faits Récip.	**1**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**1**
Roulage	**5**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**4**
Justiciable Accident - Justiciable Accident	**1**
Total général	**58**

1.2. Dyades non-effectives

63 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**32**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**23**
Pas de coordonnées de l'autre partie	**7**
Autre partie inapte à la médiation/Inaccessible	**1**
Total général	**63**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

124 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **98** dans des **dyades effectives** (43 initiateurs et 55 receveurs)
- **26** dans des **dyades non-effectives** (26 initiateurs)

2.1. Répartition des bénéficiaires selon le « Type de justiciable »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteurs	**47**	**12**	**59**
Auteur détenu	41	7	48
Auteur non-détenu	6	5	11
Proche d'auteur	0	0	0
Victimes	**19**	**38**	**57**
Victime directe	18	25	43
Proche de victime directe	1	13	14
Justiciables Accident (Roulage)	**3**	**3**	**6**
Justiciable Accident (directement impliqué)	3	1	4
Proche Justiciable Accident	0	2	2
Témoin	0	0	0
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**0**	**2**	**2**
Justiciable Conflits / Faits réciproques	0	2	2
Témoin	**0**	**0**	**0**
Total général	**69**	**55**	**124**

2.2. Répartition des bénéficiaires selon leur arrondissement de résidence

Arrondissement de résidence	
Luxembourg	**75**
Namur	13
Liège	12
Hainaut	8
Bruxelles	3
Eupen	1
Brabant wallon	1
Arrondissements néerlandophones	3
Indéterminé	*8*
Total général	**124**

Autres Ar.
41

A. Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

85 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

Justiciables Initiateurs	
Auteurs	**61**
Auteur détenu	48
Auteur non-détenu	13
Victimes	**22**
Victime directe	18
Proche de Victime directe	4
Demande conjointe de deux justiciables	**1**
Justiciables Accident	**1**
Justiciable Accident (directement impliqué)	1
Total	**85**

2. Relais des demandes initiales

Relais des demandes	
Partenaire AUTEUR	**33**
SAD (Prison)	20
Service psychosocial (Prison)	6
Assistant de Justice (Missions pénales)	5
Autres intervenants Prison	2
Demande spontanée	**28**
Demande spontanée	25
Demande "Rebond"	3
Offre générale	**18**
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	9
Information Classement sans suite	8
Citation / Invitation TAP	1
Partenaire NEUTRE	**5**
Avocat	3
Relais non-judiciaires	2
Partenaire VICTIME	**1**
Service d'aide aux victimes	1
Total général	**85**

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

158 dyades ont été clôturées en 2020, dont **71 effectives et 87 non-effectives.**

1.1. Dyades effectives

71 communications ont pu être **établies** entre des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**68**
Auteur détenu - Victime directe	**39**
Auteur non-détenu - Victime directe	**20**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**6**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**3**
Roulage	**3**
Justiciable Accident - Justiciable Accident	**2**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**1**
Total général	**71**

1.2. Dyades non-effectives

87 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**54**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**30**
Pas de coordonnées de l'autre partie	**2**
Autre partie décédée	**1**
Total général	**87**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

148 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **114** dans des **dyades effectives** (50 initiateurs et 64 receveurs)
- **34** dans des **dyades non-effectives** (34 initiateurs)

2.1. Répartition des bénéficiaires selon le « Type de justiciable »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteurs	**62**	**11**	**73**
Auteur détenu	51	5	56
Auteur non-détenu	11	6	17
Proche d'auteur	0	0	0
Victimes	**20**	**51**	**71**
Victime directe	18	45	63
Proche de victime directe	2	6	8
Justiciables Accident (Roulage)	**2**	**2**	**4**
Justiciable Accident (directement impliqué)	1	2	3
Proche Justiciable Accident	1	0	1
Témoin	0	0	0
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**0**	**0**	**0**
Justiciable Conflits / Faits réciproques	0	0	0
Témoin	**0**	**0**	**0**
Total général	**84**	**64**	**148**

- Répartition des bénéficiaires selon leur arrondissement de résidence

Arrondissement de résidence		
Namur	**100**	
Hainaut	12	
Liège	11	
Luxembourg	7	
Bruxelles	3	
Brabant wallon	3	
Eupen	1	
Arrondissements néerlandophones	3	**Autres Ar.**
Autres pays	3	**43**
Indéterminé	*5*	
Total général	**148**	

II. Données statistiques globales du service

A. Demandes initiales reçues en 2021

1. Justiciables initiateurs

644 justiciables initiateurs ont formulé une demande au service en 2021.

1.1. Types de justiciables initiateurs

Justiciables initiateurs	
Auteurs	**396**
Auteur détenu	247
Auteur non-détenu	148
Proche d'auteur	1
Victimes	**184**
Victime directe	168
Proche de Victime directe	17
Justiciables Accident	**40**
Justiciable Accident	36
Proche Justiciable Accident	4
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**9**
Demande conjointe de deux justiciables	**6**
Témoins	**5**
Initiée par le relais, en contact avec les deux parties	**3**
Total général	**644**

1.2. Justiciables initiateurs et stade de la procédure judiciaire

Initiateur / Stade de la procédure	Auteurs	Victimes	Justiciables Accident	Demande conjointe/Faits réciproques	*Initiée par le relais*	Total général
Avant-Jugement	**110**	**127**	**48**	**15**	***3***	**303**
Hors dépôt de plainte	3	15	0	0	*0*	18
Avant poursuites	40	30	38	9	*3*	120
CSS / Non-lieu	4	18	3	0	*0*	24
Poursuites - Jugement	63	64	7	6	*0*	140
Après-Jugement	**286**	**53**	**2**	**0**	***0***	**341**
Exécution de la peine	283	34	1	0	*0*	318
Post-judiciaire	3	19	1	0	*0*	23
Total général	**396**	**180**	**50**	**15**	***3***	**644**

En avant-jugement, grâce à l'offre générale, l'accès à l'information est globalement équivalent entre les auteurs et les victimes. Le nombre de justiciables formulant une demande est, en corollaire, équitablement réparti.

En après-jugement, les auteurs sont majoritairement en contact avec des services susceptibles de les informer sur le dispositif d'aide à la communication, ce qui se traduit par un nombre de demandes beaucoup plus important.

Ce tableau met en évidence l'importance de l'accès à l'information et donc, notamment, de la collaboration avec les partenaires, comme va l'illustrer le prochain tableau.

2. Relais des demandes initiales (Retour p.Erreur ! Signet non défini.)

Relais des demandes	
Demande spontanée	**189**
Demande spontanée	151
Demande "Rebond"	38
Offre générale	**177**
Citation / Invitation Tribunal ou Cour d'Appel	65
Offre automatique ciblée	58
Offre automatique roulage	25
Information Classement Sans Suite	16
Attestation Dépôt de Plainte	7
Citation / Invitation TAP	3
Convocation / Invitation Chambre du Conseil	2
Information Modalités d'exécution de la peine	1
Partenaire AUTEUR	**172**
SAD (Prison)	62
Assistant de Justice (Missions pénales)	52
Service psychosocial (Prison)	37
SASJ Auteur	7
Equipe de soins (Défense sociale)	6
Autres intervenants Prison	4
Directeur (Prison)	2
SARE	1
Personnel Centre Mineur Dessaisi	1
Partenaire NEUTRE	**52**
Avocat	25
Relais non-judiciaires	16
Policier	11
Partenaire VICTIME	**43**
Service d'aide aux victimes	16
Assistance policière aux victimes (SAPV)	17
Accueil aux victimes Maison de Justice	11
Offre proactive d'une autorité	**10**
Juge Tribunal correctionnel	4
Juge TAP	2
Procureur du Roi	2
Juge d'instruction	1
Tribunal de la jeunesse	1
Total général	**644**

Comme indiqué *supra*, ce tableau illustre le décalage d'information entre auteurs et victimes (199 relais « auteur » pour 68 relais « victime ») lorsque l'on sort des offres instituées dans le cadre de la procédure judiciaire et généralement adressées à toutes les parties.

B. Prestations clôturées en 2021 et bénéficiaires pris en charge (Pec)

1. Prestations clôturées

1019 dyades ont été clôturées en 2021, dont **495 effectives** et **524 non-effectives.**

1.1. Dyades effectives

495 communications ont pu être **établies** entre des justiciables.

Types de dyade	
Droit commun	**458**
Auteur détenu - Victime directe	**192**
Auteur non-détenu - Victime directe	**170**
Auteur détenu - Proche de la victime directe	**55**
Auteur non-détenu - Proche de la victime directe	**23**
Justiciable Conflits / Faits Récip. - Justiciable Conflits / Faits Récip.	**11**
Victime directe - Proche de la victime directe	**4**
Victime directe - Victime directe	**1**
Auteur non-détenu - Auteur non-détenu	**1**
Proche d'auteur - Proche de la victime directe	**1**
Roulage	**37**
Justiciable Accident - Proche Justiciable Accident	**20**
Justiciable Accident - Justiciable Accident	**12**
Justiciable Accident – Témoin	**3**
Proche Justiciable Accident – Témoin	**2**
Total général	**495**

1.2. Dyades non-effectives

523 communications initiées **n'ont pu être établies** avec un autre justiciable.

Raison de non-effectivité	
Pas de réponse au courrier envoyé à l'autre partie	**315**
Contact avec l'autre partie, mais pas d'accord	**182**
Pas de coordonnées de l'autre partie	**15**
Autre partie inapte à la médiation/Inaccessible	**6**
Impossibilité due à la victime	**2**
Autre partie décédée	**2**
Mise en attente par le JI / Parquet	**1**
Impossibilité due à l'auteur	**1**
Total général	**524**

2. Bénéficiaires pris en charge (Pec)

1145 justiciables, initiateurs ou receveurs, ont bénéficié d'une aide dans le cadre des dyades précitées, dont :

- **855** dans des **dyades effectives** (394 initiateurs et 461 receveurs)
- **290** dans des **dyades non-effectives** (290 initiateurs)

Une communication entre justiciables (dyade) ne se limite pas toujours à deux justiciables mais implique aussi d'autres personnes également affectées par les faits (famille/couple victime d'une même infraction, par exemple).

Au cours de l'année 2021, **ces « autres justiciables affectés et impliqués » dans une mise en communication effective ont été au nombre de 108**, portant ainsi le nombre total de justiciables ayant bénéficié effectivement de notre intervention à **1253**.

2.1. Répartition selon le « Type de justiciables »

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
Auteurs	**432**	**98**	**530**
Auteur détenu	281	30	311
Auteur non-détenu	151	67	218
Proche d'auteur	0	1	1
Victimes	**187**	**321**	**507**
Victime directe	173	251	423
Proche de victime directe	14	70	84
Justiciables Accident (Roulage)	**53**	**29**	**82**
Justiciable Accident (directement impliqué)	37	20	57
Proche Justiciable Accident	10	8	18
Témoin	6	1	7
Justiciables Conflits / Faits réciproques	**12**	**13**	**25**
Justiciable Conflits / Faits réciproques	12	13	25
Total général	**684**	**461**	**1145**

2.2. Répartition selon l'arrondissement de résidence des bénéficiaires

Arrondissement de résidence	
Hainaut	310
Liège	208
Bruxelles	198
Namur	138
Brabant wallon	99
Luxembourg	88
Eupen	2
Arrondissements néerlandophones	38
Autres pays	10
Indéterminé	*54*
Total général	**1145**

3. Données statistiques complémentaires relatives aux dyades effectives

3.1. Types de faits

Type de faits	
Vols	**109**
Vol qualifié (Tentative)	48
Escroquerie (Tentative)	20
Vol simple (Tentative)	15
Vol domestique (Tentative)	10
Faux et usage de faux	10
Abus de confiance	5
Recel	1
Abus sexuels	**81**
Viol (Tentative)	36
Pédophilie	21
Attentat à la pudeur	14
Inceste	7
Outrage aux mœurs	3
Meurtre	**70**
Meurtre	40
Tentative de meurtre	22
Homicide involontaire	6
Empoisonnement	1
Infanticide	1
Faits de violence	**61**
Vol avec violence (Tentative)	50
Prise d'otages	4
Vol avec armes (Tentative)	3
Séquestration	3
Car-jacking (Tentative)	1
Coups	**58**
Coups et blessures volontaires	54
Coups et blessures réciproques	3
Coups simples	1
Conflits relationnels	**50**
Violence conjugale	28
Conflit de voisinage	14
Harcèlement / Stalking	7
Non présentation d'enfant / Pension alimentaire / droit de garde	1
Roulage	**36**
Roulage (Coups et blessures involontaires)	21
Roulage (Homicide involontaire)	15
Autres	**17**
Menaces	10
Rébellion	3
Délit de fuite	1
Violation de domicile	1
Calomnie / Diffamation	1
Injures	1
Dégradations	**7**
Incendie volontaire	5
Dégradations volontaires	2
Droits de l'Homme	**6**
Total général	**495**

3.2. Liens entres justiciables

Liens entre justiciables	
Aucun lien entre les justiciables	257
Cercle de connaissances	91
Cercle familial	64
Cercle conjugal	53
Voisinage	20
Indéterminé	*10*
Total général	**495**

3.3. « Issues de la communication » et « Mode de communication »

Issue de la médiation	
Echange utile	231
Ecrit matériel	90
Ecrit matériel et relationnel	24
Ecrit relationnel	24
Pas abouti	64
Sans nouvelles d'une des parties (Interruption)	62
Total général	**495**

Mode de communication	
Indirect	440
Rencontre	55
Total général	**495**

3.4. Localisation géographique des bénéficiaires et Co-médiation

Localisation des justiciables par rapport à l'arrondissement de prise en charge	
Tous les justiciables habitent dans l'arrondissement de prise en charge	247
Au moins un des justiciables habite hors de l'arrondissement de prise en charge	194
Données non pertinentes ou manquantes	*54*
Total général	**495**

Co-médiation	
Médiateur unique	407
Co-médiation	88
Total général	**495**

3.5. Année d'ouverture des dyades

Année d'ouverture des dyades	
2021	**293**
2020	**188**
2019	**14**
Total général	**495**

4. Types de dyades non-encodables dans la base de données de l'Administration

Types de dyades NON-ENCODABLES	Effective	Non-effective	Total général
Droit commun	**7**	**0**	**7**
Victime directe – Proche de la victime directe	4		**4**
Victime directe – Victime directe	1		**1**
Auteur non-détenu - Auteur non-détenu	1		**1**
Proche d'auteur - Proche de la victime directe	1		**1**
Roulage	**7**	**4**	**11**
Justiciable Accident (Victime) - Témoin	2	2	**4**
Justiciable Accident (Indéterminé) - Témoin	0	1	**1**
Proche justiciable Accident (Victime) - Témoin	1		**1**
Proche justiciable Accident (Auteur) - Témoin	1		**1**
Justiciable Accident (Auteur) – Proche Justiciable Accident (Victime)	2	1	**3**
Justiciable Accident (Victime) - Proche Justiciable Accident (Auteur)	1		**1**
Total général	**14**	**4**	**18**

C. Prestations totales gérées en 2021

En tenant compte, à la fois, des prestations ouvertes et fermées au cours de l'année 2021, nous pouvons mettre en évidence le nombre total des prises en charge sur l'année :

- **910 demandes** ont été gérées, dont minimum[15] **507 effectives ;**

- **1.366 dyades** ont été prises en charge, dont minimum[2] **643 effectives ;**

- **1.476 justiciables** ont bénéficié de l'aide du service, dont **1.094 dans les dyades effectives**.

[15] Pour certaines demandes et dyades ouvertes en cours d'année, l'information sur l'effectivité n'est pas encore disponible.

III. Données statistiques globales de la période 2018-2021

A. Demandes initiales reçues globalement

Demandes reçues	Total général
2018	809
2019	713
2020	735
2021	644
Total général	**2900**

B. Prestations clôturées globalement

1. Dyades effectives et non effectives

Dyades	Effectives	Non-effectives	Total général
2018	596	648	1244
2019	521	568	1089
2020	467	544	1011
2021	495	524	1019
Total général	**2079**	**2284**	**4363**

2. Bénéficiaires pris en charge

2.1. Nombre de bénéficiaires selon le statut dans la médiation

Bénéficiaires de l'aide	Initiateur	Receveur	Total général
2018	798	551	1349
2019	726	468	1194
2020	687	435	1122
2021	684	461	1145
Total général	**2211**	**1454**	**4810**

2.2. Nombre de bénéficiaires selon le type de dyades

Bénéficiaires de l'aide / Type de dyade	Effective	Non-effective	Total général
2018	1030	319	1349
2019	881	313	1194
2020	808	314	1122
2021	855	290	1145
Total général	**2719**	**946**	**4810**

2.3. Comparatif avec le PEC de référence actuel

Le tableau ci-dessous compare l'évolution des prises en charge au cours des 4 dernières années avec le PEC de référence actuel (transmis en 2017). Ce comparatif porte donc sur les seuls **bénéficiaires impliqués dans les dyades effectives**.

Arrondissement	Pec de référence	2018		2019		2020		2021		Moyenne	
Brabant wallon	**87**	76	*87,4%*	100	*114,9%*	134	*154,0 %*	91	*104,6 %*	**100**	*115 ,23 %*
Bruxelles	**81**	162	*200,0%*	134	*165,4%*	95	*117 ,3 %*	120	*148 ,1 %*	**128**	*157,7 %*
Hainaut	**241**	305	*126,6%*	243	*100,8%*	262	*108,7 %*	264	*109,5 %*	**268**	*111,2 %*
Liège	**197**	224	*113,7%*	181	*91,9%*	113	*57,4 %*	168	*85,3 %*	**171**	*86,8 %*
Luxembourg	**121**	144	*119,0%*	102	*84,3%*	117	*96,7 %*	98	*80,9 %*	**115**	*95,2 %*
Namur	**163**	125	*79,1 %*	125	*76,7%*	87	*53,4 %*	114	*69,9 %*	**113**	*69,2 %*
Total général	**890**	**1036**	*116,4%*	**885**	*99,4%*	**808**	*90,8 %*	**855**	*93 %*	**896**	**100 %**

Ces chiffres mettent en évidence l'importance d'évaluer conjointement les données par arrondissement et les données globales du service.

Analyse des données

Introduction

Comme l'année dernière, nous nous limitons ici au décodage de certaines données portant sur l'activité globale du service, à savoir les nouvelles demandes reçues, d'une part, et les prestations clôturées, d'autres part. Une attention particulière sera donnée à ces dernières dans la mesure où elles constituent l'unité de référence pour le calcul des prises en charge (PEC).

I. Tendances générales

Entre 2020 et 2021, on note une diminution des demandes adressées au service qui trouve principalement son origine au niveau des auteurs détenus.

Les prestations clôturées sont, quant à elles, relativement stables et même en légère augmentation si nous les analysons du point de vue du nombre de justiciables ayant bénéficié de l'aide du service.

II. Les nouvelles demandes adressées au service en 2021

C. Les demandes initiales

Les demandes initiales sont toujours majoritairement introduites à l'initiative **des auteurs** (396/644), selon une proportion par rapport **aux victimes** (184/644) qui reste toujours relativement constante. La légère augmentation des demandes en provenance des victimes s'est néanmoins confirmée en 2021.

- ↳ 2018 : A 63 % V 25 %
- ↳ 2019 : A 64 % V 23 %
- ↳ 2020 : A 63% V 27%
- ↳ 2021 : A 61% V 28%

Ce décalage est toujours essentiellement lié à notre plus grande activité dans l'après-jugement, période où les auteurs ont un meilleur accès à l'information sur les possibilités de médiation.

Dans l'avant-jugement, grâce au dispositif d'information générale, les demandes sont toujours équivalentes et même légèrement supérieures en provenance des victimes.

La majorité des auteurs formulant une demande sont toujours des auteurs détenus (247/396) et ce, malgré la diminution précitée.

D. Les relais des demandes initiales

Le tableau relatif au **relais des demandes** complète et corrobore les informations précédentes :

- ces relais sont majoritairement opérés par des services partenaires intervenant auprès des auteurs, en regard de ceux travaillant avec les victimes *(172↔43) ;*
- il s'agit majoritairement de services opérant au sein des prisons *(SAD, SPS...) ;*
- le dispositif d'information générale avant jugement reste lacunaire au regard des espoirs suscités par la circulaire Col5/2014 (177/644) ;

- les relais au niveau des maisons de justice restent limités au regard du nombre de justiciables potentiellement bénéficiaires de l'offre (63/735). On note une augmentation des relais effectués par les missions pénales (52 en 2021 contre 40 en 2020), mais une diminution de ceux en provenance des « Accueils Victimes » (11 contre 17).

III. Les prestations clôturées en 2021

Comme nous l'avons précisé *supra*, les prestations clôturées restent relativement stables. Au vu de la spécificité de notre service, celles-ci ont été mises en évidence à deux niveaux, à savoir :

- ➞ Les dyades clôturées ;
- ➞ Les justiciables ayant bénéficié d'une aide dans le cadre de ces dyades clôturées.

Comme nous l'avons expliqué dans notre précédent rapport, **les justiciables bénéficiaires d'une mise en communication (dyade) clôturé**e constituent, selon nous, le repère le plus représentatif d'une prise en charge.

Nous y avons également mis en évidence que la demande, étant centrée exclusivement sur l'initiateur, ne pouvait rendre compte que partiellement de l'activité du service, raison pour laquelle nous ne l'avons pas incluse dans les tableaux statistiques.

Le tableau ci-dessous, incluant les demandes clôturées, confirme cet état de fait : même si un peu moins de demandes ont été clôturées en 2021, tous les autres éléments sont en augmentation.

Au niveau des dyades clôturées globalement, on est passé de 1011 à 1019. Celles-ci se sont, en outre, révélées davantage effectives (495 contre 467) ce qui, en conséquence, a également entraîné une augmentation du nombre de bénéficiaires (1145 contre 1122).

	2020	**2021**	
Demandes clôturées	695	683	*- 2%*
Dyades clôturées	1011	1019	
Dyades effectives clôturées	467	495	
Bénéficiaires (dyades clôturées)	1122	1145	*+ 2%*

D'un point de vue strictement quantitatif, on constate donc, entre 2020 et 2021, une augmentation de nos **prises en charge.**

- Les **dyades** globalement clôturées sont légèrement plus nombreuses.

- Au niveau des **dyades effectives clôturées,** on revient à un taux comparable aux deux premières années du précédent triennat (50 % en 2021 contre 49 % en 2018 et 2019). La baisse d'effectivité que nous avions constatée en 2020 (46 %) et que nous avions mise en corrélation avec la situation sanitaire a donc été résorbée.

- Quant **aux justiciables bénéficiaires** de la mission d'aide à la communication**,** leur nombre augmente globalement de 2 %.

↳ **Les justiciables impliqués dans une dyade effective** (initiateur ou receveur) passent de 808 à 855.

↳ Les justiciables qui ont initié une démarche de médiation **mais qui n'ont pas trouvé écho auprès de l'autre partie** (initiateur impliqué dans une demande non-effective) passent de 314 à 290.

*